

# Bulletin

Canadian Historical Association - Société historique du Canada

## Sommaire

A New Role for the CHA ?  
The Future of History in Canada:  
Human Resource Management  
3

L'histoire après le communisme  
5

Data Liberation Initiative: lots of  
fervour but no funding yet!  
9

Le nouveau budget fédéral  
s'attaque aux sciences sociales  
10

Time to Fight Back  
18

Il est temps de se rebiffer  
19

Inscription au XVIIIe Congrès  
international des sciences  
historiques / Registration for the  
18th International Congress of  
Historical Sciences  
21

Années 1940  
Ombre et lumières  
Quatre capitales emblématiques  
23

## Inside

## MONTRÉAL AU TEMPS DES PROLÉTAIRES

**Bettina Bradbury reçoit le Prix Harold Adam Innis pour son ouvrage «Familles ouvrières à Montréal»**

*Par Stéphane Baillargeon, Le Devoir, le 7 juin 1995*

**A** Montréal, en 1882, en travaillant six jours par semaine et plus de dix heures par jour, un ouvrier non qualifié pouvait espérer gagner un salaire annuel de 240 \$.

Les dépenses des familles montréalaises étaient réduites au minimum, jusqu'à 71% des revenus étant consacré à la nourriture, et encore pour composer un régime alimentaire spartiate à base de pain, de porridge, de lait, de fromage et de pommes de terre. Les femmes se contentaient alors d'environ 80% de la ration d'un homme, même pendant la grossesse ou l'allaitement.

Voilà le genre de détails sur la vie à Montréal au temps des prolétaires contenus dans le livre *Familles ouvrières à Montréal*, de Bettina Bradbury. Cette somme hyper-documentée, parue au début de l'année chez Boréal, a valu à l'historienne de l'université York, en Ontario, le Prix du livre Harold Adam Innis de la Fédération canadienne des sciences sociales. La récompense lui a été remise à l'UQAM, lors du Congrès des sociétés savantes.

Mme Bradbury examine les mutations de la vie quotidienne dans les quartiers Sainte-Anne et Saint-Jacques, entre 1861 et 1891, alors que la ville se transforme en métropole commerciale et

industrielle du Canada. Surtout, son portrait de groupe met en lumière «la division sexuelle du travail et la nature complémentaire mais inégale des rôles des hommes, des femmes et des enfants à l'intérieur des familles ouvrières», un problème négligé jusqu'ici par les historiens.

«Je voulais montrer que le vaste processus de l'industrialisation n'est pas simplement imposé de l'extérieur, selon une logique prévisible, dit-elle. Les réactions aux mutations diffèrent la famille en tant qu'unité de subsistance, de solidarité et de soutien, mais aussi comme lieu de tensions, de conflits et d'inégalités.»

Mme Bradbury est née en Nouvelle-Zélande en 1949 et a effectué là son baccalauréat en sociologie. Elle est arrivée au Canada en 1971 et a déposé une thèse en histoire, à Concordia, il y a quelques années. *Familles ouvrières à Montréal* est une version entièrement remaniée de ce travail universitaire.

L'historienne dit avoir été marquée par une combinaison d'idées socialistes et féministes. «Par contre, je ne suis pas pour ainsi dire à l'avant-garde théorique, poursuit-elle. Mon seul mérite c'est d'avoir fusionné différentes perspectives, celles de l'histoire des femmes, de

*Montréal au temps...(suite)*

l'histoire des villes et de l'histoire de la famille. Chacun de ces champs avait ses sources, ses méthodes, ses idées. Moi, j'ai seulement refusé de me cantonner pour au contraire privilégier une lecture transversale.»

Les détails sur la vie au quotidien à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle sont glanés dans

une foule de sources, notamment des données de recensement, des articles de journaux ou des registres paroissiaux. Avec tout ça, Mme Bradbury malmène tout un tas de

clichés et d'idées reçues sur le XIX<sup>e</sup> siècle et son livre se lit en fait comme un roman réaliste, disons comme une version vraiment «objective» qu'aurait pu produire un Dickens devenu sociologue et féministe.

Son Montréal, évidemment noir et pauvre, c'est celui où les familles gardent encore des cochons dans la cour, celui des petits appartements de deux ou trois pièces chauffés au charbon, celui où les salaires de deux, trois ou même quatre membres d'une même famille sont nécessaires pour survivre. C'est aussi une ville où les conditions sanitaires s'améliorent rapidement, où les tout jeunes enfants de moins de 12 ans travaillent dans les manufactures, mais en nombre beaucoup moins importants que dans les villes textiles de l'Angleterre et de Grande-Bretagne.

«Il semble que les enfants travaillaient moins, mais pas parce que nos capitalistes étaient plus gentils, dit-elle. C'est que la

main-d'oeuvre adulte abondante permettait de s'en passer...»

L'ouvrage est particulièrement intéressant quand il trace un portrait des femmes pour ainsi dire prisonnières de la misère. A l'époque, leur statut inégal et leur dépendance s'accroissent d'ailleurs sitôt que leur mari ne subvient plus aux besoins du ménage, les abandonne ou meurt. Tout le dernier chapitre du livre

(«Survivre sans conjoint») est consacré à ces cas tristes. Par exemple celui de Edwidge Handfield, qui divorce en 1876 et ne reçoit que 10 \$ par mois de pension alimentaire -- quand elle est payée...--, avec laquelle elle doit nourrir six enfants. D'autres veuves sont obligées de devenir tenancières de bordel ou

de se prostituer elles-mêmes.

«La révolution industrielle n'a pas libéré les femmes, voilà qui est clair, dit la chercheuse. Même si la croissance leur offrait une possibilité d'indépendance, ce choix leur était en fait nié par des droits restreints et des salaires de crève-faim.»

Ces derniers jours, Mme Bradbury avoue avoir beaucoup pensé à la marche des femmes du Québec contre la pauvreté. Elle a alors troqué son mortier d'historienne pour celui de sociologue. «En fait, la situation catastrophique des familles monoparentales n'est pas nouvelle. Les causes sont maintenant différentes, mais les femmes gagnent encore moins que les hommes et sont encore victimes d'inégalités, qui les affectent elles et leurs enfants. [...] Pour moi, la pauvreté c'est encore la grande question, le grand problème qui affecte notre société et qui risque d'empirer avec la crise actuelle de l'État providence.»

## Editorial Policy Politique éditoriale

The CHA *Bulletin* is published three times a year by the Canadian Historical Association. Notices, letters, calls for papers and articles of two pages or less, double-spaced, are welcome on topics of interest to historians, preferably accompanied by a translation into the other official language. Deadlines for submission of articles etc. are the following:

**October 31, 1995** for the Fall issue;

**February 28, 1996** for the Winter issue.

We reserve the right to edit submissions. Opinions expressed in articles etc. are those of the author and not necessarily the CHA. Direct correspondence to: Bulletin, Canadian Historical Association, 359 Wellington Street, Ottawa, Ontario K1A 0N3; Tel.: (613) 233-7885, Fax: (613) 567-3110.

Le *Bulletin* de la S.H.C. est une publication bilingue qui paraît trois fois par année. Les articles, les notes et les lettres de deux pages ou moins, dactylographiés à double interligne et portant sur des sujets d'intérêt pour les membres, sont les bienvenus, de préférence accompagnés d'une traduction. La rédaction se réserve le droit de couper ou de modifier les textes soumis. Les opinions exprimées dans les articles ou les lettres sont celles des auteurs. Les dates limites de tombée des articles sont les suivantes:

**le 31 octobre 1995** pour le numéro d'automne;

**le 28 février 1996** pour le numéro d'hiver.

Veillez acheminer toute correspondance au Bulletin, Société historique du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa, Ontario K1A 0N3, Tél.: (613) 233-7885, télécopieur: (613) 567-3110.

**Editor/Rédacteurs:** Lise Legault, Donald Wright

**Transcription:** Joanne Mineault

**Translation/Traduction:** Edwidge Munn

**Layout/Mise en page:** Gabriel Proulx